

**Discours de John HUME, Député - Député Européen
au 18ème Congrès annuel du S D L P.**

Dans un passé récent nous avons eu à nous souvenir de nombreux anniversaires. Le souvenir du passé ressemble à une obsession dans ce pays. Le futur qu'on en discute ou qu'on le prépare, ne semble pas très populaire. Des décisions doivent être prises. On doit trouver des meneurs. Notre attitude face au futur est paralysée par notre obsession du passé. Vraiment, j'ai souvent pensé que notre trop grande indulgence pour le passé est le reflet d'une trop grande faiblesse dans notre comportement de peuple, de notre manque de confiance dans nos capacités d'autonomie, de notre incapacité d'affronter les problèmes de notre temps, avec des idées de notre temps. Combien de fois encore allons nous entendre les voix du passé utilisées afin de justifier les actions du présent.

Bien sûr, ce sont les voix de nos extrêmes qui invoquent continuellement le passé, mais le but poursuivi n'est pas celui d'être les héritiers du passé, mais d'en être les héritiers uniques. Les gardiens du Saint-Grail s'accaparent ainsi une sainteté de buts poursuivis, qui justifie tous les mots, toutes les actions, et tous les morts. Qu'importe la provocation, qu'importe l'horreur.

Il ne semble pas leur venir à l'esprit que si les héros du passé qu'ils révèrent avaient suivi leur exemple, ils n'auraient pas figuré dans les livres d'histoire... ou si peu. Au contraire, ce sont de véritables héros dans la mesure où justement, eux ne se sont pas permis d'être paralysés par le passé, mais ont vécu en phase avec leur temps. Ils ont réalisé que les problèmes qu'ils devaient affronter se devaient de l'être de leur temps. Dit plus cruellement, nos "héros" d'aujourd'hui auraient été bien mal à l'aise à l'époque de leurs héros et n'auraient pas pris le flambeau à cette période cruciale de l'histoire. Il y a encore des hommes dans ce pays qui gèrent la vie politique et qui considèrent que les problèmes de ce pays doivent être abordés comme si rien n'avait changé depuis 1690, comme si rien n'avait changé depuis 1916.

L'ironie veut que ces extrémistes ne soient que des reflets. Le manque de confiance dévoilé par l'arrogance de leur rhétorique et de leurs actions reflètent seulement une partie de leur dénominateur commun. Nous nous en rendons compte à la lueur des demandes et des besoins qu'ils ont, de l'anxiété qu'ils ont de construire des structures politiques faites à leur image, qui est celle d'une seule tradition. Il est évident que le rejet de la tolérance et le besoin de domination en sont les piliers. Tout comme l'abandon de procédés pacifiques au bénéfice d'actions violentes et

excessives. Ceci est magnifié par les attitudes de recherche, de victoire et le refus de la négociation. C'est claironné par ceux qui sont sûrs de leur "irlandisme", tellement sûrs qu'ils éprouvent le besoin de le rappeler sans cesse.... Leurs yeux sont troublés par une juste émotion comme si ils étaient responsables du flottement de leur précieux drapeau. Ils ne semblent pas se rendre compte que le vrai niveau de leur respect est mesuré par ceux qui peignent des drapeaux sur les pierres tombales...

Les unionistes ont une longue et forte tradition en Irlande. Ils ont un riche héritage protestant et une énorme fierté dans leurs traditions. Ils ont mis leur fierté au service de la Couronne, dans leur contribution aux états unis, dans leur esprit d'industrie et de persévérance, dans l'éthique de leur travail et dans leur foi. La spécificité de leur mission est considérée par certains comme l'expression des batailles du passé, qu'ils commémorent régulièrement. Là encore, cette fierté ne reflète pas la confiance qu'ils ont en eux. Ce manque de confiance s'exprime dans une suprématie archaïque et une peur désespérée de ne pouvoir survivre en étant confrontés à d'autres traditions. Ils se sentent obligés de vivre à part. C'eût été tout à fait tolérable pour eux, et même tout à fait acceptable aussi longtemps que les gouvernements anglais successifs soutenaient leur pouvoir. Ce n'est plus le cas. Le changement fondamental qui a vu le jour et qui résulte de l'accord anglo-irlandais est un changement profond et parfaitement compris de chaque Unioniste. Leur hégémonie au pouvoir s'en est allée et ne reviendra pas. Le veto sur la politique britannique, celui-là même qu'ils ont toujours eu et qui participe au cœur même de notre problème, a disparu pour toujours. Cette perte est inconfortable pour leurs leaders, qui, quand ils avaient cette position privilégiée n'avaient pas besoin de faire preuve de leur capacité de politiques, ou d'en exercer l'art qui est celui de représenter ses propres vues en accommodant élégamment celle des autres.

Pour les Unionistes traditionnels, les autres points de vue n'ont encore jamais existé. Jusqu'à ce jour, ils ont fanfaronné à propos des propositions qu'ils avaient déposées devant le Gouvernement britannique à propos du devenir de l'Irlande du Nord - notre futur à tous -. Le paradoxe ne semble pas leur poser de problème. Non seulement ils n'ont pas présenté ces propositions à ceux d'entre nous qui soutiennent d'autres points de vue - points de vues qui doivent être pris en compte si nous voulons un avenir - mais encore ils ne l'ont même pas publié pour en informer leurs partisans. Ils fonctionnent encore en oligarchie. La foi viendra quand les tambours retentiront ... les points de vue différents des leurs ne comptent pas.

La perte qu'ils ont subi est douloureuse et difficile, mais c'est beaucoup plus sain ainsi, pas seulement pour eux mais pour l'ensemble de

la communauté. Madame Thatcher a fait pour les unionistes ce que John F. Kennedy et Lyndon Johnson ont fait pour les blancs d'Alabama dans les années 60.

Elle a fait quelque chose dont ils sentaient la nécessité au plus profond d'eux-mêmes, bien qu'ils aient été incapables de se l'imposer. Elle les a privés d'ascendance et de privilèges, et a, par ce choix, rendu service à tous en nous plaçant sur un pied d'égalité.

Ce que les Unionistes auraient dû toutefois comprendre c'est que le "gros lot" n'est pas tombé dans les mains de leurs adversaires. Notre expérience nous a trop appris pour que nous en profitions. De plus, contrairement à ce qu'exprime la ligue officielle de nos opposants politiques, l'accord anglo-irlandais n'a pas conféré d'avantages spéciaux au SDLP. Au contraire, il a soulevé le problème, problème dont les auteurs reconnaissent qu'il sera résolu en son temps et par un processus de consultation et volonté de construction acharnée. La coercition et la conquête ne sont ni le rôle ni l'intention de notre politique. Le défi qui est lancé est le même pour tous, et ce défi n'a jamais été apprécié à sa juste valeur, on en a vu dans cette île ni tous ses aspects ni toutes ses implications. Quand des groupes de gens différents partagent un bout de terrain, ils s'installent et font jouer les rapports de force, et finissent pas s'accommoder de leurs différences pour créer une satisfaction mutuelle. C'est la règle du jeu quand on fonctionne en démocratie stable et paisible et ça se passe partout dans le monde. Quand cela n'est pas, c'est qu'il n'y a pas de stabilité, et qu'il n'y a pas de paix. Et qu'il y a un conflit. Si nous voulons relever ce défi, asseyons-nous avec les représentants des différentes tendances de cette île, dans un état d'esprit tel que nous ne représentions pas nos traditions, mais que nous les protégeons, ou rien ne se fera, et gardons à l'esprit que si ce n'est pas ainsi, nous passerons le flambeau de nos querelles à la prochaine génération et que cette querelle est démodée et coûteuse. Bien sûr ce défi prendra du temps, beaucoup de temps. Mais cela ne doit pas nous effrayer. La volonté de chercher à tout prix des accords, en dépit des difficultés qu'ils comportent, doit être primordiale. Nous avons beaucoup à conquérir. Nous avons à dépasser le legs de ce profond désaccord, les épisodes de blessure et d'injustice qu'a laissé ce désaccord et chaque camp a de réelles blessures. Mais nous devrions être en mesure de réaliser que ces blessures, ces désaccords, ces injustices et que même notre situation actuelle ne sont que les produits des attitudes qui ont construit notre intolérable société actuelle, et qui n'ont pas su se poser cette simple question fondamentale. Comment allons-nous partager ce bout de terre, sans qu'aucun d'entre nous en ait la suprématie. Si aujourd'hui nous posions cette simple question, l'atmosphère de cette île changerait et la bonne volonté dont nous ferions alors preuve, relayée par le monde entier, où nous avons laissé tant de traces, ferait date.

Il y a aussi des gens qui sont la réflexion de l'unionisme traditionnel. Eux aussi se croient les seuls à pouvoir répondre au problème d'une société profondément divisée, alors qu'ils n'ont pas la moindre capacité, à part les rituelles gémissements verbaux et le verbiage habituel qu'ils emploient à l'usage des autres...

L'autodétermination du peuple irlandais est leur objectif, du moins le disent-ils. Mais ils définissent eux-mêmes le peuple irlandais, et si nous jugeons leurs visions et leurs opinions, ils le réduisent à eux-mêmes. Ils s'imaginent plus Irlandais que nous. Ils sont la race supérieure pure de l'Irlande. Ils sont aussi les gardiens du Saint-Graal de la nation. Cette attitude profondément ancrée combinée à leurs méthodes a tous les stigmates du fascisme. Ils en ont aussi les autres stigmates - la notion de brebis galeuse, par exemple - on doit reprocher tout aux Anglais, même leurs propres atrocités. Ils savent mieux tout, que tout le monde. Ils savent tout si bien qu'ils prennent pour eux le droit, sans aucune forme de négociation, de semer la mort et la destruction. En détruisant des Irlandais, ils détruisent l'Irlande.

J'ai eu récemment des discussions avec eux. Les pourparlers portaient sur le fait de connaître leur volonté de déposer les armes et de rejoindre le reste des gens de cette île afin de rechercher la longue et difficile voie de la paix, basée sur une détermination réelle.

Je leur ai posé des questions sur le prix de leurs actions et de leurs méthodes, et sur les conséquences de leur victoire s'ils parvenaient à vaincre, et enfin sur les alternatives de paix qui existent déjà. Ils y ont répondu avec des tracts qui répétaient leurs déclarations sur la nationalité et sur le droit du peuple irlandais à disposer de lui-même en ignorant tout à fait combien l'opinion mondiale est choquée dès qu'il est question de l'Irlande. Le peuple irlandais est divisé sur cette question simple : comment mettre en pratique cette autodétermination. Des accords sur cette question ne seront jamais les fruits ni de la force ni de la violence mais uniquement du dialogue et les signes avant-coureurs montrent que ce dialogue ne sera ni aisé ni de courte durée.

Quant aux gens qui proclament à tout va leur "irlandisme" et leur fierté de l'Irlande, ils manquent si cruellement de confiance en eux qu'ils sont incapables de s'asseoir pour discuter avec leurs compatriotes, afin de les persuader que leur vision de l'Irlande est la meilleure. Leur propension à utiliser en particulier des bombes et des fusils, pour "persuader" leurs comparses protestants n'est pas seulement un exemple de manque de foi en leur croyances, mais une attitude d'extrême lâcheté, tout à fait partisane. Car l'effet réel de leurs méthodes est d'aggraver les divisions du peuple irlandais.

5.

Les Unionistes ne sont pas leurs seules victimes. Les chefs du SINN FEAN ont dit récemment que les cauchemars n'étaient pas terminés. Ils ont raison parce qu'eux mêmes et leur aile militaire sont la plus grande partie du cauchemar.

Il n'y a pas aujourd'hui en Irlande du Nord une seule injustice qui justifie qu'on prenne la vie d'un homme. Qui plus est l'immense majorité des plus graves injustices subies non seulement par la communauté nationaliste, mais par la communauté entière sont la conséquence de la campagne de l'IRA. Si aujourd'hui je devais mener une campagne de droits civils, ma cible principale serait l'IRA. Ce sont eux qui génèrent les plus graves entorses aux droits humains et civils par leurs meurtres et leurs exécutions arbitraires, leurs fusillades de représailles, leurs attentats à la bombe contre les usines et le peuple. Les injustices s'il y en a d'autres, valent-elles des vies humaines ?

Un constat : jusqu'à samedi dernier, 2705 personnes sont mortes (depuis 20 ans que les troubles ont débuté), 31 % d'entre eux appartenaient aux forces de police, 14 % étaient membres d'organisations para-militaires, 55 % étaient des citoyens ordinaires, hommes et femmes des deux clans de notre communauté, 69 % appartenaient à la communauté catholique, et 31% à la communauté protestante. Et qui a tué ces gens ?

Les statistiques sont consternantes : 44 % ont été tués par l'IRA provisoire et 18 % par leurs compatriotes para-militaires républicains, 27 % ont été tués par des loyalistes, 10 % par l'armée britannique, 2 % par le RUC, et 0,28 % par l'UDR. En bref, des gens se réclamant du mouvement républicain irlandais ont tué 6 fois plus d'êtres humains que l'armée anglaise, 30 fois plus que le RUC et 250 fois que l'UDR.

Et attendez, ce n'est pas tout : un de leurs principaux slogans est qu'ils sont les défenseurs de la communauté catholique. Sur les 1194 membres de la communauté catholique disparus, 46 % ont été tués par les paramilitaires loyalistes, 37 % par des gens se réclamant républicains, et 17 % par les forces de sécurité. Et dans les dix dernières années depuis le 1er janvier 1978 sur les 305 personnes qui ont trouvé la mort, 112 (37 %) ont été tuées par ceux qui se disent républicains, 105 (34 %) par des loyalistes et 88 (29 %) par les forces de sécurité.

Dans les 20 dernières années les républicains ont tué plus de deux fois plus de catholiques que les forces de police et dans les 10 dernières années ont tué plus que les loyalistes. Et ils se disent nos défenseurs... et je n'ai pas mentionné les bavures

N'est-ce pas O'Casey qui disait : "les soldats ne meurent pas pour le peuple, le peuple meurt pour les soldats". De plus, tous les griefs majeurs, circulant dans la communauté nationaliste sont les conséquences directes de la campagne de l'IRA qui si elle cessait, les feraient disparaître.

La présence de troupes dans nos rues, la persécution et les contrôles de jeunes gens, les perquisitions, les prisons pleines de jeunes, les demandes d'immigration nombreuses et longues, les barrages et la loi d'urgence... Même Joe Soap a eu l'intelligence de reconnaître que si la campagne de l'IRA cessait les troupes partiraient de nos rues. S'il en était ainsi il n'y aurait plus de harcèlement, plus de perquisitions, les barrages disparaîtraient et la loi d'urgence deviendrait inutile.

Nous pourrions entamer un énorme mouvement pour vider nos prisons, en particulier pour libérer les jeunes qui ont été abusés par les conflits sectaires des années 70. Et bien sûr, nous pourrions entreprendre une oeuvre de réconciliation portée par la bonne volonté que la paix engendrerait.

Le prix de leurs actions et leur coût supportés par leurs propres alliés était l'une des trois questions que j'ai posées au SINN FEAN. Ils n'ont répondu que par des blâmes pour les Anglais. La présence anglaise est responsable de tous les maux. Un constat surprenant qui les lave de toutes les responsabilités. Pourquoi alors n'envoient-ils pas une bombe atomique pour tout détruire, afin d'en reporter la responsabilité sur les Anglais. C'est leur logique.

Bien sûr, l'étrange ironie réside dans le fait qu'ils refusent délibérément de reconnaître que la position anglaise sur l'Irlande du Nord a progressé. Comme je le disais récemment, si les gouvernements anglais et argentins devaient annoncer demain qu'ils signaient un traité international d'accord, mettant en place une conférence anglo-argentine avec un secrétariat permanent à Port Stanley pour régler les problèmes Falklands/Malouines, le monde entier ne considérerait-il pas ce geste comme une avancée ? C'est ce qui s'est passé ici. Et le monde entier l'a reconnu. Les Unionistes l'ont reconnu. Dans la pratique, cette avancée a signifié le retrait du veto unioniste sur la politique britannique, le retrait de leur main-mise exclusive sur le pouvoir.

Ah mais, disent les Provocateurs, les Anglais défendent chez nous leurs intérêts stratégiques et économiques et en excluent les Irlandais. Notre lutte armée est donc justifiée. Il y a longtemps que les Britanniques n'ont plus d'intérêts économiques en Irlande du Nord. Il leur en coûte 1 1/2 livre BN par an. Le commerce britannique peut maintenant s'implanter partout en Europe sans pour cela régenter le territoire

Dans l'ère atomique où nous vivons, quel avantage stratégique ou militaire y a-t-il pour les Anglais d'avoir des bases en Irlande. Ils les ont d'ailleurs fermées dès que les troubles ont débuté.

Politiquement, en dépit des vues individuelles des membres de leur parti ou de leur gouvernement, la position officielle du Gouvernement sous couvert international, est que si les Irlandais veulent leur indépendance, ils n'ont qu'à persuader une partie de ceux qui ne la veulent pas, afin de créer un mouvement majoritaire en Irlandais. Quelle sorte de républicains sont-ils donc ceux qui ne veulent pas relever ce défi et qui croient que les fusils et les bombes, la mort du peuple irlandais sont des instruments de persuasion. Je vais vous dire ce qu'ils sont ; ce ne sont pas des républicains, ce sont des lâches qui refusent le pénible travail d'abaïsser les frontières entre les peuples d'Irlande.

Quelle sorte de républicain peut ignorer le fait que les méthodes dont il use, apportent encore plus de souffrance à son peuple ? Quel véritable républicain irlandais, à la lueur de la dureté des statistiques que j'ai soulignées, ne reconsidérerait-il pas ses approches et ses méthodes. La vérité, bien sûr, c'est que les méthodes sont devenues plus sacrées que la cause. Dans leur esprit, le sang versé est la qualité essentielle d'un patriote, pas la sueur. Les concepts sont plus importants que le peuple, les lopins de terre plus importants que le peuple.

La voix mielleuse de Dany Morrison nous a parlé des élections. La même voix mielleuse a aussi laissé entrevoir que l'objectif à atteindre n'était pas la liberté des Irlandais, mais le "pouvoir en Irlande".

Plus tôt, dans les années 70, les mêmes voix disaient au peuple de brûler leurs bulletins de vote parce que ceux qui se présentaient à des élections mises en place par les Anglais étaient des collaborateurs. On n'entend plus cela à présent. La même voix mielleuse nous a dit que 1975 était l'année de la victoire. 13 années, et quelques tombes plus tard, on nous dit qu'après 20 ans d'occupation par les troupes, la volonté des Anglais faiblit. Les victimes de tout cela, surtout les jeunes qui ont émotionnellement adhéré à leurs propos, trompés par le sectarisme désespéré des années 70, ont payé de leurs vies et de leur liberté. Nombre d'entre eux remplissent nos prisons.

Le défi que je lance aujourd'hui au gens du Nord et du Sud, qui se prennent pour des républicains, est d'accepter l'offre qui est faite dans nos propos "baissez les armes une fois pour toutes, rejoignez le reste du peuple irlandais en cherchant des moyens de briser les frontières qui vous séparent de vos compatriotes protestants, persuadez -les de nous

rejoindre pour construire une Irlande nouvelle qui reflète notre diversité et respecte toutes nos traditions, et persuadez le Gouvernement britannique de mettre tout en oeuvre pour nous aider". S'ils faisaient cela, l'atmosphère de toute l'île et particulièrement du Nord de cette île serait changée, et le cauchemar que nous vivons en arriverait à son terme.

Malgré tout, l'accord anglo-irlandais reste la cible des Unionistes des des provocateurs. Je suis toujours étonné quand je lis les critiques faites par ceux qui devraient savoir : soit leurs facultés de compréhension sont soupçonnables, soit ils n'ont pas lu cet accord. Le Traité de Rome, mis en place par le Conseil des Ministres européens pour s'occuper des question du Traité. J'ai moi-même mis en place un secrétariat, appelé Commission, composé de tous les pays représentés par le Conseil. Le Conseil se réunit régulièrement. Il est le théâtre de désaccords fréquents et il arrive que des Ministres quittent la salle. Mais personne ne dit jamais que le Traité de Rome est une erreur et qu'il devrait être détruit. Les difficultés et les échecs pour atteindre des accords sont souvent de la responsabilité de l'un ou l'autre des Gouvernements, mais en aucun cas du Traité lui-même. En dépit de nombreuses difficultés, les affaires se règlent et, 40 ans après la seconde guerre mondiale qui aurait pensé, quand le Traité a été signé, que de si nombreux progrès auraient pu être faits ?

La Conférence anglo-irlandaise et le secrétariat ressemblent au Conseil des Ministres et à la Commission. Nous avons été témoins des mêmes clivages et de la même progression hésitante. Mais comme pour l'Europe, la faute ne repose pas sur l'accord ni sur ses intentions mais sur l'un ou l'autre des gouvernements. Nous devrions aussi nous rappeler qu'une de ses forces réside dans le fait que les gouvernements changent et que certains sont plus actifs que d'autres et que chacun peut apporter sa pierre à l'édifice.

Mes vues ne sont pas nées des trois ans d'expérience de l'accord. Ce sont des vues totalement en accord avec la stratégie que ce parti a poursuivie et poursuit depuis bon nombre d'années. Il y a trois ans, six jours avant que l'accord soit signé, j'ai dit et répété que nous avions soutenu les pourparlers parce que l'approche irlandaise est l'approche du problème qui englobe toutes les relations. Je l'ai clarifié dans un discours en disant que nous n'en attendions ni un règlement final ni une solution immédiate, mais tout ce qui pourrait contribuer à nous faire progresser.

Il n'y a pas de voie vers la paix qui ne comporte de risque. Le défi n'est pas facile, mais le choix l'est. Il n'y a pas d'autres solutions.

Il n'y a pas de meilleure solution pacifique que le travail en commun des deux gouvernements dans une intimité de vues la plus vaste possible. Dès que l'accord a été signé, nous sommes arrivés au constat suivant :

- Nous ne nous faisons aucune illusion quant aux difficultés que nous rencontrerons et que rencontreront les Gouvernements. Nous ne croyons pas qu'une issue finale ait été trouvée. Nous croyons qu'une chance est offerte avec cet accord pour la mise en place d'une institution permanente pour progresser dans notre processus de paix et de réconciliation.

La démarche principale dépendra de la reconnaissance de cet accord et des politiques en particulier celle touchant la justice qui devra émerger de cette nouvelle institution d'union. Le SDLP prendra bien garde d'y veiller. Mais nous donnerons à cette institution notre entière coopération et demandons à chacun de faire de même.

Cette opportunité peut porter ses fruits si la bonne volonté est partagée.

Dans ces deux constats, il est tout à fait clair que nous avons prévu, nous prévoyons et nous voyons que l'accord à travers cet instrument n'est qu'un moyen de résoudre ce problème sur des bases régulières et n'est pas une solution. Nous avons aussi prévu que la difficulté majeure viendrait de l'administration de la justice. L'année dernière a souligné à la lueur d'une série d'événements qu'une faille profonde existe : les Stalker, l'affaire Sampson, l'assassinat de Mac Anespie, l'affaire de Gibraltar et ses conséquences à Milltown et à Andersonstown Road, les privations de liberté d'expression et les enquêtes de Craigavon. Tous ces événements ont contribué à aggraver la tension dans la Communauté, car ils ont été accompagnés par les terribles atrocités de l'IRA dans les douze derniers mois. La tâche principale qui consistait à régler ces problèmes, avec pour toile de fond toutes ces tensions, a atterri sur les épaules de notre porte-parole de la Justice, également président du groupe de nos députés Seamus Mallon. En dépit de la largeur de ses épaules, la tâche a été rude. Mener de front tout ce qui concerne la réussite de ce parti n'est pas chose aisée, mais ce fut encore plus difficile avec tous ces événements abominables. Il y a des processus émotionnels et l'atmosphère actuelle de la société laisse place à des solutions de division. Quand Seamus nous décrit chacune des options, faisons lui confiance, il parle pour l'ensemble du Parti et il parle avec la force et la constance que ce parti a toujours apportées pour défendre la justice et l'ordre.

Il a toujours été présent à notre esprit que le creuset de la paix et de l'ordre repose dans chaque société sur un consensus existant entre le peuple et ses gouvernants. Quand ce consensus existe, l'ordre et la

justice existent naturellement, ils remplacent la police et la loi. Mais quand une société est divisée comme l'est la nôtre, sur nos gouvernants, alors les problèmes de police et de tribunaux donnent jour à toutes les divisions possibles.

Le mieux qu'un parti politique puisse faire actuellement, c'est ce que ce parti a fait sous l'égide de son porte-parole. C'est d'offrir son entier soutien, dans la petite mesure de ses moyens, aux forces de police, pour rechercher tous ceux qui ont commis des crimes. Tout ce que nous demandons c'est l'impartialité dans l'application de la justice. Mais au vu de nos expériences, notre demande est presque irréaliste.

De toutes façons, la seule réponse à ces problèmes est d'aboutir à un consensus et un accord afin de vivre ensemble et de nous gouverner nous-mêmes dans l'unicité sous couvert de nos nouvelles institutions.

Nous avons favorablement accueilli les nombreuses avancées que cet accord a permis, dans le règlement des symptômes profondément ancrés. Et nous en avons dressé la liste. Nous en avons critiqué non les défauts, mais les voies négatives. Mais malgré tout nous gardons les yeux bien fixés sur le but principal de cet accord qui est de négocier les problèmes enfouis profond et les foyers de contamination qui donnent le jour à ces symptômes.

C'est dans cette optique, celle de créer un mouvement axé sur les problèmes sous-jacents, que nous voyons cet accord qui donnera les bases d'une solution véritable à tous ceux qui y croient. Il a déjà levé l'injuste veto unioniste sur la politique britannique. Il a ôté leur main-mise sur le pouvoir et contrairement aux précédents gouvernements britanniques, celui-ci n'a pas cédé aux chantages.

Cette volonté affirmée coupe court au cercle vicieux qui a paralysé tout le développement politique de ce pays. Dans le passé comme en 1974, quand le gouvernement britannique a plié devant les menaces, il n'a fait que confirmer le monopole unioniste dans les mains de ceux qui ne voulaient pas de négociations et a renforcé les appels primaires de l'IRA qui consistent à faire admettre que la seule chose que les Anglais comprennent est la violence.

Cette fois, il n'y a pas d'"effet de scène", mais un scénario politique qui ouvre des possibilités non négligeables pour ceux qui veulent des solutions. Je dis bien, ceux qui veulent des solutions, car trop de gens encore veulent seulement la victoire de leurs idées. Quand se rendront-ils compte qu'ils ne représentent qu'une partie des gens et tous ces gens doivent être en accord avec ces solutions.

La nouvelle étape pour ceux qui sont intéressés par ces solutions est évidente : le dialogue et la discussion à propos de la mise en place de nos relations. Cela peut prendre du temps pour réussir, mais c'est l'essentielle étape suivante, celle que nous devons poursuivre et celle à laquelle nous devons apporter toutes nos contributions.

Répétons aussi que l'objectif d'un tel dialogue, n'est d'exercer ni la coercition ni la conquête, c'est simplement de parvenir à un accord sur la façon de vivre ensemble sur ce lopin de terre.

Nous appelons de nos vœux une table de conférence. Que le principal sujet de discussion en soit la satisfaction mutuelle quant au partage de cette île. Admettons aussi une fois pour toutes que dès signature de l'accord, il prévale sur tous les autres accords du passé.

Car il mettra en place des relations qui n'ont jamais existé et qui sont absolument au cœur de notre querelle : les relations entre les unionistes et le reste de l'île. Et avant que nous nous retrouvions assis autour de cette table de conférence et que nous en adoptions l'ordre du jour, parlons des mécanismes qui font souffrir les gens, et qu'ils ont en commun. Faisons en sorte qu'au Nord comme au Sud le brédage soit impossible et que toutes les traditions soient respectées.

Quelqu'un doute-t-il qu'un tel accord agréé par la population, du Nord et celle du Sud serait une expression réelle de la volonté d'auto-détermination qui nous apporterait une paix durable ?

La porte d'une telle conférence à chacun des partis détenant un mandat électoral, dans la pratique ceci signifie que chaque parti doit s'asseoir à cette table à égalité en apportant autre chose que ses griefs et ses propres croyances, mais en apportant son pouvoir de persuasion. Il ne doit pas y avoir de place à cette table pour ceux qui usent de la violence et en abusent chaque fois qu'on ne suit pas la voie qu'ils tracent.

Bientôt 1992. L'accomplissement du grand marché unique européen amenant la liberté de mouvement aux peuples, aux biens et aux services, amenant l'abolition des frontières, avec un marché de 320 millions d'habitants, aura plus d'impact sur la vie quotidienne de cette île (Nord et Sud) que toutes les discussions auxquelles nous passons le plus clair de notre temps. Notre parti est l'un des rares qui s'en préoccupe sérieusement et qui fasse les démarches nécessaires pour informer la population de ses implications et de la nécessité de l'engager. Mais aujourd'hui je n'ai pas l'intention de m'étendre sur ce sujet puisque nous y consacrons des conférences spéciales et des publications spécifiques.

Je voudrais simplement en tirer les grandes lignes afférentes à notre problème.

La seconde guerre mondiale a pris fin il y a 43 ans. L'Europe était dévastée, ses grandes villes étaient dans le chaos, et des millions de citoyens avaient trouvé la mort. L'amertume des anciens ennemis, en particulier la France et l'Allemagne, était plus profonde que jamais. Dans ce contexte si un homme s'était levé pour décrire ce que serait l'Europe des années 80 on l'aurait pris au mieux pour un rêveur, au pire pour un fou. Tout est arrivé parce qu'un groupe de décideurs a dépassé le présent et a eu une vision, animés par la foi de suggérer de nouvelles voies. Ils ont reconnu que les peuples d'Europe de l'Ouest avaient leurs différences et leurs signes distinctifs, leur instincts de survie et qu'ils avaient choisi la plus mauvaise manière de les protéger. Ils avaient poursuivi la confrontation qui s'était transformée en conflits et avait embrasé l'Europe.

Après 1945, menés par des visionnaires, ils essayèrent une nouvelle voie. Ils s'assirent avec leurs anciens ennemis pour mettre en place des institutions qui privilégient les relations et respectent les différences.

Personne n'aurait cru en 1945 qu'en 1992 on en arriverait aux Etats-Unis d'Europe, et que néanmoins les Allemands seraient toujours des Allemands et les Français toujours des Français.

Une chose est certaine, s'ils avaient continué à s'attacher au passé et à en invoquer les fantômes, ils n'auraient rien fait.

Ne pouvons-nous pas retenir cette leçon ? Ne pouvons-nous pas nous asseoir avec nos ennemis d'hier, ceux que nous rejetons et établir des institutions qui scelleront nos relations et préserveront nos différences ? Est-ce trop demander que de penser à notre avenir ? N'en avons-nous pas fini avec nos anniversaires ? Les fantômes qui subsistent du 300ème anniversaire de 1689 et 1690, le siège de Derry et la bataille de Boyne. En plus de nos querelles locales ces dates revêtent la symbolique d'une profonde querelle européenne. Cette querelle a subsisté longtemps en Europe. Il en est d'autres plus profondes, et plus amères.

La question qui nous est dévolue : ces anniversaires servent-ils à renforcer notre esprit de confrontation ou les commémorons-nous vraiment comme des batailles du passé ? Notre parti est prêt à jouer son rôle dans le processus que j'ai longuement développé.

Ayons confiance en nous, ayant une foi réelle dans nos traditions, asseyons nous ensemble et commençons notre oeuvre.

Belfast, 27 novembre 1988.